



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour les exercices clos les 31 mars 2014 et 2013

TABLE DES MATIÈRES

Déclarations prospectives.....	4
Aperçu général	5
Direction des affaires	6
Stratégie commerciale.....	6
Indicateurs de rendement clés	7
Gestion des risques.....	9
Tendances du marché.....	9
Principales réalisations de l'exercice 2014	11
Activités abandonnées et distribution spéciale.....	12
Acquisition de APPH	13
Contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X	15
Mesures non conformes aux IFRS	15
Données financières annuelles choisies	17
Opérations sur devises.....	17
Ventes consolidées	18
<i>Répartition géographique des ventes</i>	19
Marge brute	19
Frais de vente et d'administration.....	20
Frais liés à l'acquisition.....	20
Résultat opérationnel.....	20
Frais financiers	21
Frais de restructuration.....	21
Charge d'impôt sur le résultat	21
Résultat net.....	22
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	23
Flux de trésorerie et situation financière	24
<i>Distribution spéciale aux actionnaires</i>	24
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	24
<i>Activités opérationnelles</i>	25
<i>Activités d'investissement</i>	27
<i>Activités de financement</i>	29
Régimes de retraite.....	30
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions.....	30
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	31
Bilans consolidés.....	33
Aide gouvernementale.....	37
Engagements contractuels, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités.....	38
Principales estimations et hypothèses comptables	39
<i>Perte de valeur des actifs non financiers</i>	39
<i>Actifs d'impôt différé</i>	40
<i>Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite</i>	40
<i>Coûts de développement capitalisés</i>	40
<i>Provisions</i>	41
Modifications des méthodes comptables.....	41

Modifications futures de méthodes comptables	42
Contrôles et procédures internes	43
Risques et incertitudes.....	44
<i>Dépendance envers des clients importants</i>	44
<i>Disponibilité et prix des matières premières</i>	44
<i>Risques opérationnels</i>	44
<i>Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique</i>	45
<i>Conjoncture économique</i>	45
<i>Dépenses d'ordre militaire</i>	45
<i>Fluctuations des devises</i>	46
<i>Situation de trésorerie et accès à des sources de financement</i>	46
<i>Clauses restrictives</i>	46
<i>Fluctuation des taux d'intérêt</i>	47
<i>Environnement commercial externe</i>	47
<i>Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie</i>	47
<i>Questions d'ordre environnemental</i>	48
<i>Conventions collectives</i>	48
<i>Main-d'œuvre qualifiée</i>	48
<i>Obligations au titre des régimes de retraite</i>	48
Données financières trimestrielles choisies.....	49
Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2014	49
Perspectives.....	51
Renseignements supplémentaires et information continue	52

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2013 et le 31 mars 2014. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2014 à ceux de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mars 2014. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur ces états financiers consolidés préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse (y compris celles présentées à la rubrique intitulée « Perspectives ») constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation).

Le 3 février 2014, la Société a acquis la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita, Inc., basée aux États-Unis (ensemble, « APPH »), des filiales de la société BBA Aviation Plc. APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes et assemblages hydrauliques destinés aux fabricants d'équipement d'origine (« OEM ») et au marché des pièces de rechange. Les principales activités de APPH Limited sont basées à Runcorn et Nottingham, au Royaume-Uni et celles de APPH Wichita, Inc. à Wichita, au Kansas. Suite à l'acquisition, la Société couvre désormais les marchés nord-américains et européens, en plus d'avoir accru et diversifié sa clientèle.

Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, à Wichita, au Kansas, ainsi qu'à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions, et de l'usine de Bolton (« Bolton ») qui fabrique des filtres à fluides destinés aux moteurs d'aéronefs.

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination sociale de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en Bourse en 1986. En 2000, elle a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation. Les deux entités ont ensuite fusionné pour former Héroux-Devtek inc., l'un des plus importants fabricants de deuxième niveau (*second tier*) de l'industrie aérospatiale canadienne.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., deux sociétés privées américaines basées à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire (désormais appelées l'unité d'exploitation « Landing Gear USA »).

Héroux-Devtek vend ses produits surtout à des OEM comme Boeing, Bombardier, Lockheed-Martin, UTC Aerospace Systems (« UTAS »), Messier-Bugatti-Dowty, mais également sur le marché secondaire où elle compte parmi ses principaux clients l'Armée de l'air américaine (USAF). Au cours de l'exercice financier 2014, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 65 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, deux des clients de la Société représentent 19 % et 18 % de ses ventes consolidées.

Direction des affaires

Les activités opérationnelles de la Société sont gérées de façon décentralisée afin de stimuler l'esprit d'entreprise et l'engagement de tous les employés. Elles disposent des ressources de gestion, d'ingénierie, de fabrication et de commercialisation nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des marchés qu'elles desservent. La croissance et la rentabilité de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de Bolton sont respectivement du ressort du vice-président-directeur général de la ligne de produits Trains d'atterrissage et du directeur général de APPH, tandis que la croissance et la rentabilité des activités de Magtron relèvent de la responsabilité du directeur général de Magtron. Ils relèvent directement du président et chef de la direction de la Société. D'autre part, le vice-président, Finances, le directeur des finances et les contrôleurs relèvent directement du chef de la direction financière de la Société.

Le siège social de la Société assume les responsabilités liées à la publication des résultats financiers et autres documents de la Société, veille à ce que cette dernière s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation d'information et prend la responsabilité des décisions de nature financière et des orientations stratégiques entourant le développement des affaires. Le siège social de la Société fournit aussi un soutien aux activités opérationnelles pour la préparation de plans budgétaires et stratégiques, le développement de nouveaux produits et marchés, ainsi qu'en matière de gestion des relations publiques, de contrôles et rapports financiers, de conseils juridiques, de fiscalité, de ressources humaines et de technologies de l'information.

Stratégie commerciale

La stratégie commerciale de Héroux-Devtek consiste à se positionner comme une Société internationale d'envergure mondiale et un fournisseur clé auprès de sa clientèle. Pour la Société, être un fournisseur clé signifie non seulement fournir des composants fabriqués, mais également offrir des services comme la conception, l'assemblage, la gestion de programmes ainsi que des pièces de rechange et des services de réparation et d'entretien, et ce, dans le but de devenir un fournisseur de services complets et permettre à ses clients de se concentrer sur leurs activités principales. Pour y parvenir, la Société s'emploie à parfaire son savoir-faire technique et ses compétences en matière de gestion pour être en mesure d'ajouter de la valeur aux produits à un coût concurrentiel. Par ailleurs, la Société cherche à croître en vue d'atteindre une masse critique dans chacun de ses marchés, tout en conservant une situation financière saine et des rendements solides.

Concrètement, cette approche se traduit par :

- une démarche ciblée visant la spécialisation de ses usines dans la fabrication de certains types de composants et l'offre de services spécifiques;
- des systèmes d'information normalisés et compatibles à l'échelle de la Société;

- la migration des connaissances techniques et gestionnelles au sein de chacune des usines;
- une approche reposant sur l’allègement du processus de fabrication dans l’ensemble de ses usines (*lean manufacturing*);
- la stabilité des revenus par la conclusion d’ententes à long terme avec ses clients, lorsque possible;
- le maintien d’un équilibre dans la composition des ventes entre les marchés aérospatiaux civils et militaires;
- le maintien et le développement d’une culture entrepreneuriale reposant sur la participation, le dévouement et l’engagement de ses employés.

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d’acquisitions d’entreprises susceptibles de s’intégrer facilement à ses activités actuelles ou de lui procurer des technologies complémentaires aux siennes, et ce, dans le but d’accroître la valeur ajoutée qu’elle dégage de ses activités. En ce qui concerne la croissance interne, la Société vise :

- le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée par le truchement de ses activités liées à l’ingénierie de conception;
- l’établissement ou le renforcement de sa présence dans certains secteurs d’activité dont ceux du marché secondaire des services de réparation et d’entretien des trains d’atterrissage commerciaux et militaires, de la conception et de la fabrication de trains d’atterrissage de petite à grande dimension pour les fabricants d’origine d’aéronefs commerciaux et militaires;
- la diversification de la clientèle ce qui, en règle générale, signifie trouver de nouveaux fabricants d’origine susceptibles d’être intéressés par ses produits et services.

Indicateurs de rendement clés

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l’aide des éléments suivants :

- la rentabilité;
- les liquidités;
- la croissance et la position concurrentielle;
- la satisfaction de la clientèle;
- la situation financière et les rendements.

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés (« IRC »). Le tableau qui suit présente un résumé de ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer.

Éléments évalués	Rentabilité	Liquidités	Croissance et position concurrentielle	Satisfaction de la clientèle	Situation financière et rendements
IRC	Marge brute	Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)	Ventes	Livraison en temps opportun	Fonds de roulement
	Résultat opérationnel Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	Flux de trésorerie disponibles	Carnet de commandes fermes	Rendement et coûts liés à la non-qualité	Ratio de la dette à long terme/capitaux propres
	Objectifs en matière de réduction des coûts	Rendement sur l'actif net utilisé (RANU)	Part de marché sur les marchés de produits de créneaux dans lesquels la Société évolue	-	Ratio de la dette nette/capitaux propres
	Utilisation de la capacité de production	-	Valeur ajoutée aux produits en tant que pourcentage des ventes	-	Rendement des capitaux propres et RANU
Ce qui est évalué	Évaluation du rendement opérationnel	Évaluation de la génération de liquidités	Évaluation de la croissance, indicateurs des revenus futurs et évaluation de la position concurrentielle	Évaluation des engagements envers la clientèle et de la fiabilité des produits	Évaluation de la solidité de la situation financière à court et long terme et du rendement aux actionnaires

La plupart de ces IRC sont traités ultérieurement dans la présente analyse et seront également inclus dans les faits saillants financiers du rapport annuel de l'exercice financier 2014 de la Société. Certains de ces IRC ne sont pas divulgués au public étant donné qu'ils sont de nature concurrentielle.

Au cours de l'exercice 2014, les tendances du marché ont ainsi eu des répercussions sur l'utilisation de la capacité de production de la Société en raison de la faiblesse du marché militaire qui a exercé une pression supplémentaire sur l'imputation des coûts pour certaines unités d'exploitation de la Société. La livraison en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité sont des indicateurs de la satisfaction de la clientèle que Héroux-Devtek surveille étroitement. La Société a amélioré ces indicateurs au cours des dernières années et continue de

porter une attention particulière à la grille d'évaluation de la qualité et aux rapports sur la qualité des produits de ses clients.

En outre, le régime de rémunération incitative de la Société est fondé sur l'atteinte de certains objectifs financiers et d'objectifs personnels particuliers. Les objectifs financiers sont le RANU, le résultat opérationnel, les ventes, le résultat net et le bénéfice par action.

Gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société porte essentiellement sur la définition et l'évaluation des risques et des occasions d'affaires et sur la mise en place de stratégies et de contrôles permettant de gérer, de surveiller et de communiquer lesdits risques. Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière de gestion des risques, la Société a inclus les activités de gestion des risques et de contrôle aux responsabilités opérationnelles de la direction de chacune des unités d'exploitation. Ultimement, c'est au conseil d'administration qu'incombent les responsabilités de définir et d'évaluer les principaux risques d'affaires auxquels la Société est exposée, de passer en revue l'ensemble des risques liés au contexte commercial et de voir à l'implantation de systèmes appropriés de gestion des risques. Composés d'administrateurs indépendants, le comité des ressources humaines et de gouvernance et le comité d'audit assistent le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités administratives en général.

La Société évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Certains de ces risques sont inhérents à la nature même de ses activités. Se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Risques et incertitudes ».

Tendances du marché

Les indicateurs clés dans le marché du transport aérien commercial ont été positifs grâce à la poursuite de l'amélioration de l'économie mondiale. La demande dans le marché des passagers a continué de croître et le trafic, exprimé en kilomètres-passagers payants (« KPP »), a augmenté de 5,3 % par rapport à l'année civile 2012, tandis que le transport de marchandises, exprimé en tonnes-kilomètres de marchandises (« TKM »), a pour sa part progressé de 1,4 %¹. Ces tendances se sont poursuivies durant les trois premiers mois de l'année civile 2014, ce qui s'est traduit par des progressions respectives de 5,6 % et 4,4 % des KPP et des TKM².

Les livraisons de l'industrie dans le secteur de gros porteurs commerciaux ont atteint un nouveau record au cours de l'année civile 2013, alors qu'Airbus et Boeing ont livré à eux deux 1 274 appareils, tandis que le nombre net de nouvelles commandes est demeuré élevé pour atteindre un total de 2 858 aéronefs³. Les deux avionneurs continuent également à procéder à des augmentations de cadence de production de plusieurs programmes d'envergure pour les années civiles 2014 à 2017, bien que la production du B-747 diminuera jusqu'à la fin de l'année civile 2015⁴. Par ailleurs, leur carnet de commandes respectif représente environ 8 ans de production aux cadences actuelles.

¹ Source : Prévisions financières de l'IATA publiées en mars 2014

² Source : Communiqués de presse de l'IATA publiés les 6 mai 2014 et 5 mai 2014

³ Sources : Communiqué de presse d'Airbus publié le 13 janvier 2014; Communiqué de presse de Boeing publié le 6 janvier 2014

⁴ Source : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 24 avril 2014 et 4 avril 2013. Communiqués de presse de Boeing publiés les 20 mars 2014, 24 janvier 2014, 31 octobre 2013, 18 octobre 2013 et 9 mai 2013.

Dans le marché de l'aviation régionale, Embraer a livré 90 appareils au cours de l'année civile 2013⁵; pour sa part, Bombardier en a livré 55 au cours de la même période⁶, dont des avions à turbopropulseurs. Alors que le carnet de commandes de Bombardier est demeuré relativement stable durant l'année, celui d'Embraer a enregistré une augmentation importante en raison du lancement du programme du jet E-2.

Les livraisons de jets d'affaires ont légèrement augmenté durant l'année civile 2013, pour s'établir à 678 appareils. Qui plus est, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions continuent de s'améliorer. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 2,3 % aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a reculé de 0,9 % par rapport à l'année précédente⁷.

Le marché militaire a affiché une faiblesse persistante durant l'année civile 2013 alors que les gouvernements ont continué de chercher à résorber leurs déficits. Aux États-Unis, qui représentent le plus important marché militaire de la Société, la situation a été aggravée par les coupes budgétaires imposées par le Congrès (*Sequestration*) et la fermeture partielle du gouvernement au cours de l'année. Le budget demandé par le département de la Défense américaine pour le financement de ses activités de base pour l'exercice financier 2015 s'élève à 495,6 millions de dollars US, soit un niveau comparable au financement de 496,0 millions de dollars US adopté pour l'exercice 2014. Bien que l'entente bipartite conclue sur le budget en 2013 (*Bi-Partisan Budget Act of 2013*) ait éliminé les compressions des dépenses militaires d'environ 20 milliards de dollars US exigées par le Congrès et qui auraient été imposées en janvier 2014, les demandes de financement en cours pour les exercices financiers 2016 à 2019 excèdent les plafonds budgétaires actuels d'environ 115 milliards de dollars US⁸.

La rubrique intitulée « Perspective » à la fin de la présente analyse traite des divers effets de ces tendances du marché sur les activités de la Société.

⁵ Source : Communiqué de presse d'Embraer publié le 15 janvier 2014.

⁶ Source : Communiqué de presse de Bombardier publié le 20 janvier 2014.

⁷ Source : Communiqué de presse de GAMA publié le 19 février 2014; rapport de la FAA sur les jets d'affaires de janvier 2014; rapport de JetNet daté du 7 février 2014.

⁸ Source : Communiqué de presse du département de la Défense américaine publié le 4 mars 2014.

Principales réalisations de l'exercice 2014

- Héroux-Devtek a généré des ventes de 272,0 millions de dollars de ses activités poursuivies au cours de l'exercice 2014, en hausse de 5,8 % par rapport à l'exercice précédent. Si l'on exclut les ventes de 14,7 millions de dollars découlant de l'acquisition de APPH et réalisées sur une période d'environ deux mois, les ventes sont demeurées relativement stables sur une base comparable. Le BAIIA ajusté, qui exclut les frais liés à l'acquisition de 5,0 millions de dollars et les frais de restructuration de 1,9 million de dollars, s'est élevé à 35,8 millions de dollars, soit 13,2 % des ventes, en hausse par rapport à 33,0 millions de dollars, ou 12,8 % des ventes, un an plus tôt. Le résultat net ajusté découlant des activités poursuivies s'est élevé à 15,3 millions de dollars, soit 0,48 \$ par action diluée, comparativement à 13,4 millions de dollars, ou 0,43 \$ par action diluée, lors du précédent exercice.
- En décembre 2013, HDI Landing Gear USA Inc., une filiale en propriété exclusive de Héroux-Devtek, a signé un contrat à long terme avec la société The Boeing Company (« Boeing ») pour la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux programmes des appareils Boeing 777 et 777X (le « contrat du Boeing B-777 »). Ce contrat est le plus important jamais accordé aux activités de trains d'atterrissage de Héroux-Devtek (voir plus bas).
- En décembre 2013, les 110 employés syndiqués de la ligne de produits de trains d'atterrissage de Laval, au Québec, qui est le centre d'excellence de la Société spécialisé dans la fabrication de composants complexes de petite et moyenne taille pour les systèmes de trains d'atterrissage, ont accepté de prolonger de manière anticipée pour une durée de quatre ans, la convention collective actuelle, qui sera ainsi en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018. Les changements convenus dans le cadre de cette nouvelle convention collective rendront l'usine de Laval plus productive et concurrentielle et permettront à Héroux-Devtek de procéder à de nouveaux investissements dans des systèmes et de l'équipement automatisés de pointe. Certains composants complexes destinés au contrat du Boeing 777 octroyé à Héroux-Devtek seront fabriqués à l'usine de Laval à la suite de ces investissements dans de nouveaux systèmes et équipements.
- Le 3 février 2014, la Société a acquis la totalité du capital-actions de APPH, un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes et assemblages hydrauliques destinés aux fabricants d'équipement d'origine (« OEM ») et au marché des pièces de rechange pour un montant de 124,2 millions de dollars US (138,7 millions de dollars). Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2013, APPH a généré des ventes d'environ 77 millions de dollars US et un BAIIA ajusté d'environ 12,5 millions de dollars US (voir plus bas).
- À la clôture de l'exercice financier, soit le 31 mars 2014, Héroux-Devtek a conclu une entente avec un syndicat de banques portant sur l'amendement et l'augmentation de sa facilité de crédit existante (la « facilité »). En vertu des dispositions de l'entente, la facilité a été prolongée pour une période de trois ans et viendra à échéance le 16 mars 2019. Le montant autorisé a été augmenté passant de 150 millions de dollars à 200 millions de dollars. De plus, sous réserve du consentement des prêteurs, la facilité pourra être augmentée d'un montant supplémentaire de 75 millions de dollars.

Cette facilité sera utilisée à des fins de fonds de roulement, de dépenses en immobilisations, ainsi qu'à d'autres fins générales de Héroux-Devtek et de ses filiales, y

compris pour la réalisation d'acquisitions. Cette facilité sera garantie par l'ensemble des actifs de la Société et de ses filiales, et sera soumise à certaines clauses restrictives et garanties corporatives accordées par la Société et ses filiales.

Activités abandonnées et distribution spéciale

Au cours du précédent exercice, soit le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à ses lignes de produits Aérostructure et Industriels à Precision Castparts Corporation (« PCC »), une société publique cotée à la Bourse de New York (la « transaction de vente »). Les actifs nets acquis par PCC comprennent les sites de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situés à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington (Texas), ainsi que les sites de fabrication de la ligne de produits Industriels situés à Cincinnati (Ohio). Antérieurement à la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits Industriels constituait le secteur Industriel. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de cette transaction de vente, la Société œuvre exclusivement dans le secteur de l'aérospatiale.

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012. Le produit brut de la vente, incluant les ajustements postérieurs à la clôture, s'est élevé à 297,8 millions de dollars versés en espèces. En tenant compte des impôts connexes et des frais de transaction se rattachant à l'opération de vente, le produit net de la vente s'est chiffré à 234,3 millions de dollars. Le gain de 163,0 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, déduction faite des impôts connexes de 51,8 millions de dollars, s'est élevé à 111,2 millions de dollars.

Au cours de l'exercice précédent, parallèlement à la transaction de vente, la Société a réduit de 16,0 millions de dollars ses obligations au titre de contrats de location-financement et a procédé au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales de 1,0 million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la « facilité de crédit ») et racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30,0 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente.

À la suite de la transaction de vente, les revenus et les charges découlant des activités abandonnées avant le 31 août 2012 sont comptabilisés séparément des produits et des charges découlant des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net dans l'état des résultats consolidé pour l'ensemble des trimestres de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société (se reporter plus bas à la rubrique intitulée « Flux de trésorerie et situation financière »).

Acquisition de APPH

Le 3 février 2014, la Société a signé une entente visant l'acquisition de la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita Inc., basée aux États-Unis (collectivement, « APPH »), auprès de BBA Aviation Plc (LSE : BBA), pour une contrepartie de 124,2 millions de dollars US (138,7 millions de dollars), déduction faite de la trésorerie acquise de 3,8 millions de dollars US (4,3 millions de dollars). APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux OEM et au marché des pièces de rechange.

APPH se spécialise dans la conception, l'ingénierie, la fabrication et le soutien après-vente de trains d'atterrissage et de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux aéronefs civils et militaires à voilure fixe et tournante. Héroux-Devtek a fait l'acquisition de quatre usines situées au Royaume-Uni et d'une autre à Wichita, au Kansas. Ces usines comptent au total environ 400 employés, dont 40 professionnels œuvrant au sein du service d'ingénierie de conception. Les principaux programmes de conception auxquels participe APPH comprennent notamment les systèmes de trains d'atterrissage des appareils Hawk, SAAB 340, SAAB 2000, SAAB Gripen, AW101, C27J Spartan et EC175.

L'acquisition de APPH élargit la présence géographique de la Société sur le marché européen, procure à la Société du contenu important dans le cadre de plusieurs programmes d'envergure, accroît et diversifie davantage la clientèle de la Société et augmente son exposition à l'attrayant marché des pièces de rechange. Du fait qu'elle tire la majeure partie de ses revenus de programmes en vertu desquels elle est titulaire des droits sur les dessins dans le cadre de mandats valides pour la durée de vie utile des appareils, APPH procurera aussi à Héroux-Devtek une proportion accrue de programmes de produits propriétaires par rapport aux activités de fabrication sur devis.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, l'acquisition a contribué aux ventes à hauteur de 14,7 millions de dollars, tandis que le BAIIA et le résultat net générés de ses activités se sont établis respectivement à 2,3 millions de dollars et 1,3 million de dollars. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} avril 2013, les ventes, le BAIIA et le résultat net pour l'ensemble de l'exercice attribuables à APPH se seraient élevés respectivement à 82,5 millions de dollars, 12,7 millions de dollars et 4,9 millions de dollars. Pour déterminer ces montants, la direction a supposé que les ajustements à la juste valeur survenus à la date d'acquisition auraient été les mêmes que si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} avril 2013.

Les frais liés à l'acquisition s'élevant à 5,0 millions de dollars, constitués d'honoraires professionnels et de frais de transaction, ont été comptabilisés à titre de charge à l'état des résultats consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Pour financer cette acquisition, la Société a utilisé 58,7 millions de dollars US (65,6 millions de dollars) de ses liquidités disponibles et a prélevé un montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars) sur sa facilité de crédit existante.

La répartition préliminaire du prix d'achat au 3 février 2014, qui reflète la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, tout excédant étant attribué au goodwill, se présentait comme suit :

	(000 \$)
Trésorerie	4 264
Comptes clients	15 548
Stocks	39 310
Autres actifs à court terme	854
	<u>59 976</u>
Immobilisations corporelles	14 896
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ⁽¹⁾	25 469
Actifs d'impôt différé	1 098
	<u>41 463</u>
Comptes fournisseurs et charges à payer	12 535
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs ⁽²⁾	1 698
Provisions	5 611
	<u>19 844</u>
Autres passifs ⁽²⁾	<u>3 306</u>
Actifs et passifs identifiables, montant net	78 289
Goodwill à l'acquisition	64 713
Total de la contrepartie	<u>143 002</u>
Trésorerie acquise	4 264
Sortie de fonds, montant net	<u><u>138 738</u></u>

(1) *Essentiellement constitué des relations clients et des contrats représentant 25,1 millions de dollars.*

(2) *Essentiellement constitué des revenus différés*

Cette répartition du prix d'achat est préliminaire. La répartition finale du prix d'achat pourrait donner lieu à des modifications à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. La répartition finale du prix d'achat devrait être complétée dès que la direction aura recueilli toute l'information importante disponible et jugée nécessaire pour établir définitivement cette répartition. Le goodwill de 64,7 millions de dollars a été principalement attribué à la ligne de produits Trains d'atterrissage.

Dans la présente analyse, la direction explique les résultats consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2014 qui englobent ceux de APPH. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats du présent exercice afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice sur l'autre, abstraction faite de l'acquisition. Veuillez également garder à l'esprit que les résultats de APPH ne couvrent que la période postérieure à l'acquisition, qui s'étend du 3 février 2014 au 31 mars 2014, ce qui ne représente pas un exercice complet de douze mois.

Contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X

En décembre 2013, HDI Landing Gear USA Inc., une filiale en propriété exclusive de Héroux-Devtek, a signé un contrat à long terme avec la société The Boeing Company pour la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux programmes des appareils Boeing B-777 et B-777X. Ce contrat est le plus important jamais accordé aux activités de trains d'atterrissage de Héroux-Devtek.

En vertu du contrat à long terme, HDI Landing Gear USA Inc. fournira des systèmes complets de trains d'atterrissage, y compris les trains d'atterrissage principaux et avant, ainsi que la contrefiche longitudinale du train avant. Le contrat englobe aussi la fabrication de pièces de rechange qui seront vendues par Boeing sur le marché secondaire. Aux termes du contrat pluriannuel, les livraisons commenceront au début de l'année civile 2017 avec une option de prolongation du contrat jusqu'en 2028.

Afin de mener à bien cet important contrat à long terme, la Société a mis en place un plan d'investissement d'environ 90 millions de dollars, échelonné pour l'essentiel sur les exercices financiers de la Société qui prendront fin les 31 mars 2015 et 2016, en lien direct avec ce contrat. Les investissements comprendront l'expansion du réseau d'installations existant et l'acquisition de machinerie et d'équipement de pointe pour la fabrication de composants et l'assemblage de systèmes. Les investissements s'ajouteront aux dépenses en immobilisations prévues pour maintenir les installations et équipements existants qui sont actuellement évaluées à environ 30 millions de dollars au cours de cette période de deux ans.

Le plan d'investissement sera financé pour l'essentiel au moyen des liquidités disponibles de la Société et de sa facilité de crédit existante, de même que par le biais de nouveaux contrats de location-financement.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le BAIIA, le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté découlant des activités poursuivies et le bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies pour évaluer sa performance financière qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux Normes internationales d'information financière ("IFRS"). La direction de la Société et les investisseurs estiment toutefois que ces mesures leur procurent une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies de la Société pour l'exercice clos le 31 mars sont calculés comme suit :

	2014	2013	2012
(000 \$)			
Résultat net découlant des activités poursuivies	9 236	13 406	15 875
Charge d'impôt sur le résultat	2 567	3 172	4 207
Frais financiers	3 816	3 852	3 746
Charge d'amortissement	13 280	12 533	13 619
BAIIA	28 899	32 963	37 447
Frais liés à l'acquisition	5 017	—	—
Frais de restructuration	1 884	—	—
BAIIA ajusté	35 800	32 963	37 447

L'augmentation de 2,8 millions de dollars du BAIIA ajusté, de l'exercice 2013 à l'exercice 2014 reflète essentiellement le BAIIA de APPH, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies de la Société pour les exercices clos les 31 mars sont calculés comme suit :

	2014	2013	2012
(000 \$, sauf les données par action)			
Résultat net découlant des activités poursuivies	9 236	13 406	15 875
Frais liés à l'acquisition, après impôts de 370 \$	4 647	—	—
Frais de restructuration, après impôts de 509 \$	1 375	—	—
Résultat net ajusté découlant des activités poursuivies	15 258	13 406	15 875
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies	0,29	0,43	0,52
Frais liés à l'acquisition, après impôts	0,15	—	—
Frais de restructuration, après impôts	0,04	—	—
Bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies – de base et dilué	0,48	0,43	0,52

Données financières annuelles choisies

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les trois derniers exercices clos les 31 mars :

	2014	2013	2012
(000 \$, sauf les données par action)			
Ventes ⁽¹⁾	272 034	257 022	253 521
BAIIA ⁽¹⁾	28 899	32 963	37 447
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	35 800	32 963	37 447
Résultat net ⁽¹⁾	9 236	13 406	15 875
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	15 258	13 406	15 875
Bénéfice par action (\$) – de base et dilué ⁽¹⁾	0,29	0,43	0,52
Bénéfice par action ajusté (\$) – de base et dilué ⁽¹⁾	0,48	0,43	0,52
Actif total	513 967	389 115	499 107
Passifs à long terme (y compris la tranche à court terme de la dette à long terme)	176 015	96 466	164 053
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 347	101 256	62 007

⁽¹⁾ Activités poursuivies

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de l'exercice. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux méthodes comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change de clôture et les taux de change moyens s'établissaient comme suit aux 31 mars 2014 et 2013, soit les dates de clôture respectives des exercices financiers 2014 et 2013 :

	2014	2013
Taux de change Canada/États-Unis:		
Taux moyen pour l'exercice clos le 31 mars	1,0538	1,0013
Taux de clôture au 31 mars	1,1055	1,0160
Taux de change Canada/Livre sterling :		
Taux moyen de la date d'acquisition au 31 mars	1,8262	n/a
Taux de clôture au 31 mars	1,8430	n/a

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué de 5,2 % d'un exercice à l'autre, et cette baisse a eu un impact positif sur les ventes et les résultats libellés en dollars US de la Société, y compris ceux des activités opérationnelles canadiennes, excluant les fluctuations des contrats de change à terme. La variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2013 a eu un impact favorable sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin du présent exercice, comparativement à l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 mars 2014, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 127,4 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0628. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois d'avril 2014 et mars 2017; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées ont progressé de 15,0 millions, soit 5,8 %, pour s'établir à 272,0 millions de dollars, comparativement à 257,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut les ventes de 14,7 millions de dollars générées par APPH sur une période d'environ deux mois, les ventes consolidées sont demeurées stables à 257,3 millions de dollars. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 2,8 millions de dollars, ou 1,1 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	2014	2013	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	150 279	146 035	4 244	2,9
Commercial	121 755	110 987	10 768	9,7
Total	272 034	257 022	15 012	5,8

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires ont progressé de 4,2 millions de dollars, soit 2,9 %, par rapport aux ventes de 146,0 millions de dollars réalisées lors du précédent exercice, mais ont reculé de 3,6 millions de dollars, ou 2,4 %, pour s'établir à 142,5 millions de dollars, si l'on exclut les ventes de produits militaires réalisées par APPH. Le recul des ventes est attribuable à un ralentissement des activités de réparation et d'entretien réalisées pour le gouvernement américain, en partie contrebalancé par l'obtention d'un nouveau contrat auprès de Boeing lié au programme de l'hélicoptère CH-47. La baisse des ventes de produits militaires résulte également d'un recul des ventes de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron attribuable à une diminution de la demande des clients. La baisse des ventes de produits militaires traduit la faiblesse du marché militaire aux États-Unis qui est touché par la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine et par le maintien des coupes budgétaires automatiques imposées par le Congrès (*Sequestration*).

Les ventes commerciales ont progressé de 10,8 millions de dollars, soit 9,7 %, pour atteindre 121,8 millions de dollars, comparativement à 111,0 millions de dollars un an auparavant. Si l'on exclut celles générées par les activités de APPH, les ventes commerciales ont augmenté de 3,9 millions de dollars, ou 3,5 % pour s'établir à 114,9 millions de dollars. Cette hausse est attribuable à une augmentation des ventes liées aux programmes de gros porteurs commerciaux qui découle principalement de l'obtention d'un nouveau mandat auprès de Boeing portant sur des actionneurs dans le cadre du programme du B-777 ainsi que de l'accroissement de la cadence de production du programme du B-777, en partie contrebalancés par une baisse des ventes dans le marché des jets régionaux jumelée à un recul des ventes sur le marché secondaire en lien avec le programme du CL-415 de Bombardier.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	2014	2013
	(%)	(%)
Canada	29	31
États-Unis	62	64
Autres pays	9	5
Total	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes réalisées dans d'autres pays, principalement à des clients européens, par suite de l'acquisition de APPH.

Marge brute

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 15,6 % pour l'exercice, en hausse de 0,1 % par rapport à 15,5 % lors du précédent exercice. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, la marge brute exprimée en pourcentage des ventes serait demeurée inchangée cette année à 15,6 %.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence négative de 1,0 million de dollars sur la marge brute en dollars de la Société cette année, ou 0,6 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes, par rapport à l'exercice précédent. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Si l'on exclut l'acquisition de APPH, la marge brute consolidée de la Société, exprimée en dollars, a augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une composition des ventes avantageuse dans le marché secondaire des produits militaires, jumelée à une baisse de certains coûts liés à la non-qualité, en partie contrebalancées par une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication à l'usine de Longueuil résultant d'un ralentissement des activités de réparation et d'entretien, comme il est expliqué plus haut. La marge brute consolidée de l'exercice a aussi été touchée par des coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration pour les exercices clos le 31 mars se sont établis comme suit :

	2014	2013
Frais de vente et d'administration (000 \$)	19 908	19 326
% des ventes	7,3	7,5

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 19,9 millions de dollars, soit 7,3 % des ventes, comparativement à 19,3 millions de dollars, ou 7,5 % des ventes un an auparavant. L'augmentation en dollars reflète essentiellement l'incidence de l'acquisition de APPH. Les frais de vente et d'administration comprennent également un gain de change de 1,1 million de dollars réalisé cette année lors de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises, comparativement à un gain négligeable l'an dernier. L'impact de ce gain de 1,1 million de dollars sur douze mois a été contrebalancé par des frais engagés pour certains projets spécifiques, notamment le nouveau contrat lié au Boeing B-777, et par une hausse des frais de recherche et développement engagés cette année, comparativement à l'exercice précédent, pour le développement de nouvelles technologies et l'amélioration de la fabrication des systèmes de train d'atterrissage qui ne sont pas capitalisés.

Frais liés à l'acquisition

Les frais liés à l'acquisition engagés par la Société se sont chiffrés à 5,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2014 (aucun en 2013). Ces frais sont principalement constitués d'honoraires professionnels et de frais de transaction ainsi que d'autres dépenses engagés dans le cadre de l'acquisition de APPH, comme il est expliqué plus haut.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 17,5 millions de dollars, soit 6,4 % des ventes, pour l'exercice financier clos le 31 mars 2014, comparativement à celui de 20,4 millions de dollars, ou 7,9 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice. Si l'on exclut les frais liés à

l'acquisition et les résultats générés par APPH depuis sa date d'acquisition, le résultat opérationnel consolidé s'élève à 20,8 millions de dollars, ou 8,1 % des ventes, en raison de l'augmentation de la marge brute, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 3,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2014, alors qu'ils avaient totalisé 3,9 millions de dollars lors de l'exercice précédent. La diminution des frais financiers sur douze mois est principalement attribuable à un ajustement favorable du taux d'actualisation de 0,2 million de dollars constaté dans la provision pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, qui s'explique par une hausse du taux d'actualisation cette année, tandis que lors du précédent exercice, l'évolution des frais financiers traduisait un ajustement défavorable du taux d'actualisation de 0,3 million de dollars. Cette incidence favorable des ajustements au taux d'actualisation sur les frais financiers par rapport à l'exercice précédent a été en partie contrebalancée par une hausse des frais d'intérêt attribuable à l'augmentation du montant prélevé sur la facilité de crédit de la Société pour financer l'acquisition de APPH, jumelée à une diminution des intérêts créditeurs résultant d'une baisse du niveau de trésorerie et équivalents de trésorerie, comparativement à l'exercice précédent, du fait que le solde de l'an dernier incluait le produit en espèces obtenu de la transaction de vente avant le versement de la distribution spéciale en espèces aux actionnaires d'un montant de 157,5 millions de dollars.

Frais de restructuration

Le 16 janvier 2014, en raison de la baisse substantielle de la demande sur le marché secondaire des produits militaires par le gouvernement américain, la Société a annoncé un plan d'optimisation et de consolidation de sa capacité de production, tout en améliorant davantage la productivité dans l'ensemble de l'entreprise. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés.

Ces frais de restructuration devraient entraîner la comptabilisation d'une charge totale d'environ 5,0 millions de dollars avant impôt sur le résultat. Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 1,9 million de dollars, qui comprennent des prestations de cessation d'emploi de 1,4 million de dollars, une perte de valeur d'un montant de 0,2 million de dollars au titre de l'équipement qui ne sera plus utilisé dans le cadre des activités et d'autres coûts connexes de 0,3 million de dollars. La tranche restante des frais de restructuration de 3,1 millions de dollars devrait être engagée au cours du premier semestre de l'exercice 2015. La tranche non encore payée des frais de restructuration au 31 mars 2014 est présentée dans les provisions à court terme à titre de litiges et autres pour un montant de 0,9 million de dollars, alors que les prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite sont présentés dans les autres passifs pour un montant de 0,3 million de dollars aux bilans consolidés de la Société (se reporter à la Note 10 des états financiers consolidés).

Charge d'impôt sur le résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 2,6 millions de dollars, comparativement à 3,2 millions de dollars lors de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice 2014 s'est établi à 21,7 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,7 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,6 million de

dollars) et une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale, de jurisprudence et de législation fiscale (1,1 million de dollars) en partie contrebalancée par l'impact négatif de la portion non déductible d'impôt des frais liés à l'acquisition (1,0 million de dollars), jumelé au taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars).

Lors de l'exercice précédent, le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société s'était établi à 19,1 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,0 % prévu par la loi. Cette différence s'explique par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société de différences permanentes (0,2 million de dollars) en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars). La différence reflète également une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale, de jurisprudence et de législation fiscale (1,0 million de dollars).

L'augmentation du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, est principalement attribuable à l'évolution de provenance géographique des revenus de la Société entre les provinces.

Aux 31 mars 2014 et 2013, il n'y avait aucun report prospectif de pertes opérationnelles ni de différences temporelles pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes correspondant n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2014, la Société comptait une perte autre qu'en capital au niveau fédéral disponible pour report prospectif de 0,4 million de dollars (aucune au 31 mars 2013).

Résultat net

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, la Société a enregistré un résultat net découlant des activités poursuivies de 9,2 millions de dollars, soit 3,4 % des ventes (déduction faite des frais liés à l'acquisition de 4,6 millions de dollars et des frais de restructuration de 1,4 million de dollars, après impôts dans les deux cas), comparativement à un résultat net découlant des activités poursuivies de 13,4 millions de dollars, ou 5,2 % des ventes, lors de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice précédent comprenait également le résultat net découlant des activités abandonnées de 118,2 millions de dollars, qui était composé du résultat net des activités vendues jusqu'au 31 août 2012 de 6,2 millions de dollars et du gain net de 111,2 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, comme il est expliqué plus haut, jumelés à un gain de 0,8 million de dollars, après impôts, découlant d'une reprise de provisions liée à une entreprise vendue il y a quelques années, en raison de l'expiration du délai de prescription (se reporter à la Note 6 des états financiers consolidés).

	2014	2013
Résultat net découlant des activités poursuivies (000 \$)	9 236 ⁽¹⁾	13 406
Résultat net découlant des activités abandonnées (000 \$)	—	118 226
Résultat net (000 \$)	9 236	131 632
Bénéfice par action – de base (\$)	0,29	4,25
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,29	4,23
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base (\$)	0,29	0,43
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – dilué (\$)	0,29	0,43

⁽¹⁾ Déduction faite des frais liés à l'acquisition de 4,6 millions de dollars et des frais de restructuration de 1,4 million de dollars, après impôts dans les deux cas.

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 536 316 pour l'exercice financier 2014 et de 30 939 184 pour la même période l'an dernier, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 661 839 pour l'exercice financier 2014 et de 31 114 439 pour l'exercice précédent. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est essentiellement attribuable à l'émission, lors du précédent exercice, de 1 034 543 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société (se reporter à la Note 24 des états financiers consolidés).

Le 28 mai 2014, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 31 625 827 actions ordinaires et 686 001 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 5,8 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2014, les autres éléments du résultat global inclus dans le résultat global découlant des activités poursuivies, sont essentiellement attribuables à un gain réalisé lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger découlant de l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne, jumelé à des gains provenant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société du fait de la réalisation d'un rendement plus élevé que prévu sur les actifs des régimes et d'une augmentation du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies. Ces variations positives sur le résultat global ont été en partie contrebalancées par des pertes nettes sur évaluation des instruments financiers résultant de l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne et des pertes nettes sur les couvertures des investissements nets dans les établissements à l'étranger.

Flux de trésorerie et situation financière

Distribution spéciale aux actionnaires

Au cours du précédent exercice, soit le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. Le conseil d'administration a déterminé qu'il était approprié de procéder à cette distribution spéciale aux actionnaires, à la suite de la transaction de vente dont il est fait mention plus haut, et que la situation financière de la Société demeurerait saine après cette distribution spéciale, compte tenu, entre autres, des dépenses en capital et autres investissements prévus, ainsi que des résultats anticipés de la Société.

La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars (sur la base de 31 498 905 actions ordinaires en circulation le 20 novembre 2012) effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société. La réduction du capital qui a eu pour effet de réduire le capital émis de la Société a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012. Les frais de transaction connexes à cette distribution spéciale aux actionnaires se sont élevés à 0,3 million de dollars (0,2 million de dollars après impôts) et ont été comptabilisés en réduction du capital émis et des résultats non distribués (se reporter à la Note 24 des états financiers consolidés).

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. Le 31 mars 2014, la Société a conclu une entente en vue de modifier et d'augmenter sa facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit ») consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. En vertu des dispositions de l'entente, la facilité a été prolongée pour une période de trois ans et viendra à échéance le 16 mars 2019. Le montant autorisé a été augmenté et passe de 150 à 200 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars US, en livres sterling ou en euros. La facilité de crédit comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 275 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 31 mars 2014, la Société avait prélevé un montant de 100,9 millions de dollars (91,3 millions de dollars US) sur sa facilité de crédit, ce qui comprend le montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars) prélevé pour financer l'acquisition de APPH décrite précédemment, comparativement à 22,4 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) au 31 mars 2013. Au 31 mars 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 47,3 millions de dollars, comparativement à 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013, et étaient détenus dans des comptes de placement auprès de trois banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, la Société a utilisé 61,3 millions de dollars (déduction faite de la trésorerie acquise de 4,3 millions de dollars) provenant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour faire l'acquisition de APPH. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 31 mars, la Société affichait la situation de trésorerie (dette) nette suivante calculée comme suit :

	2014	2013
	(000 \$)	(000 \$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 347	101 256
Moins : dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	150 466	64 275
Situation de trésorerie (dette) nette	(103 119)	36 981

(1) Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,6 million de dollars (1,3 million de dollars en 2013).

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles ainsi que ses activités abandonnées comme suit :

	2014	2013
	(000 \$)	(000 \$)
Flux de trésorerie provenant des activités poursuivies	20 935	28 986
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	8 897	(8 396)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies	29 832	20 590
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées	(3 792)	8 273
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	26 040	28 863

La diminution de 8,1 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités poursuivies, par rapport à l'exercice précédent, s'explique essentiellement par les frais de transaction de 5,0 millions de dollars engagés dans le cadre de l'acquisition de APPH, jumelés à un recouvrement d'impôt différé plus important cette année que lors du précédent exercice.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, les flux de trésorerie découlant des activités abandonnées comprennent le versement d'impôt final relativement au solde à payer de l'exercice financier précédent clos le 31 mars 2013.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	2014	2013
	(000 \$)	(000 \$)
Comptes clients	(3 944)	(4 026)
Stocks	6 079	3 591
Facturations progressives	(4 569)	(5 827)
Avances de clients	9 409	—
Impôts à payer et à recevoir	2 283	(1 266)
Autres, incluant l'incidence de l'évolution des taux de change	(361)	(868)
	8 897	(8 396)

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2014, l'augmentation des comptes clients découlant des activités poursuivies est principalement attribuable à l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé aux fins de conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. La réduction nette des stocks et des facturations progressives reflète essentiellement la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, en partie contrebalancée par une hausse des stocks liés à l'accroissement du carnet de commandes fermes dans le secteur commercial. L'augmentation des avances de clients, par rapport au précédent exercice, est attribuable principalement à des paiements reçus d'un client en lien avec un contrat à long terme. La réduction des impôts à payer et à recevoir reflète principalement une hausse de la charge d'impôt courante sur le résultat découlant des activités poursuivies, par rapport à l'exercice précédent, déduction faite du versement d'impôt final effectué cette année relativement au solde à payer de l'exercice financier précédent.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2013, l'augmentation des comptes clients découlant des activités poursuivies avait été principalement attribuable à un accroissement des ventes au cours du dernier mois de l'exercice, comparativement à l'exercice précédent, combiné à l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. La réduction nette des stocks et des facturations progressives était principalement attribuable à la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, en partie contrebalancée par une hausse des stocks liés au carnet de commandes fermes dans le secteur commercial. La réduction des impôts à payer et à recevoir reflétait principalement une diminution de la charge d'impôt courante sur le résultat découlant des activités poursuivies, par rapport à l'exercice précédent.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	2014	2013
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'entreprise	(138 738)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(9 726)	(11 464)
Dépôts - machinerie et équipement ⁽¹⁾	(12 634)	58
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net ⁽¹⁾	(7 942)	(5 470)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	192	970
Produit net tiré de la vente des activités abandonnées ⁽²⁾	—	223 070
Activités d'investissement découlant des activités abandonnées	—	(4 293)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(168 848)	202 871

(1) *Des activités poursuivies*

(2) *Le produit brut de 297,8 millions de dollars provenant de la transaction de vente, déduction faite de la réduction des obligations au titre de contrats de location-financement de 16,0 millions de dollars liées aux activités vendues ainsi que des impôts et des frais connexes à la transaction payés d'un montant total de 58,7 millions de dollars.*

Comme mentionné précédemment, la Société a investi 138,7 millions de dollars pour l'acquisition de APPH au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles liées aux activités poursuivies présentées ci-haut peuvent être rapprochées comme suit :

	2014	2013
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisitions brutes effectuées au cours de l'exercice (se reporter à la Note 16 des états financiers consolidés)	12 622	11 609
Aide gouvernementale	(1 771)	(345)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10 851	11 264
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs à la clôture de l'exercice	32	978
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	(1 157)	(778)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	9 726	11 464

Les dépôts effectués sur de la machinerie et de l'équipement d'un montant de 12,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2014 sont pour l'essentiel liés au contrat signé avec Boeing portant sur la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés au programme du B-777.

Au cours des exercices 2014 et 2013, les acquisitions d'immobilisations corporelles des activités poursuivies se sont élevées respectivement à 10,9 millions de dollars et 11,3 millions de dollars. Pour les deux exercices, elles comprennent des investissements en capital au laboratoire d'ingénierie de St-Hubert et aux installations de Longueuil visant à soutenir certains programmes de développement aérospatiaux, de même que des dépenses en immobilisations pour maintenir les installations et équipements existants.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2015 s'élèveront à environ 75,0 millions de dollars, dont un montant de 58,0 millions de dollars lié au contrat du Boeing B-777.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de conception de jets d'affaires. Au cours de l'exercice 2014, la Société a livré ses premières unités produites à Embraer. Les ventes liées à certains autres programmes de jets d'affaires devraient commencer au cours de l'exercice 2015 et augmenteront progressivement au cours des années suivantes.

Le produit net de la vente des activités abandonnées lors du précédent exercice était lié à la transaction de vente et comprenait le produit de la vente obtenu en espèces, déduction faite de la réduction des obligations au titre des contrats de location-financement, ainsi que de l'impôt sur le résultat et des frais connexes payés relativement à la transaction de vente.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	2014	2013
Augmentation de la dette à long terme	85 650	5 649
Remboursement de la dette à long terme	(3 838)	(45 383)
Augmentation des frais de financement différés	(716)	—
Émission d'actions ordinaires	575	6 362
Distribution spéciale aux actionnaires	—	(157 688)
Activités de financement découlant des activités abandonnées	—	(3 208)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	81 671	(194 268)

Pour les exercices clos le 31 mars 2014 et 2013, l'augmentation de la dette à long terme comprend le montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars) prélevé sur la facilité de crédit de la Société afin de financer l'acquisition de APPH et 8,3 millions de dollars de nouveaux prêts des autorités gouvernementales visant principalement à soutenir des investissements dans des programmes de développement du secteur de l'aérospatiale.

Le remboursement de la dette à long terme effectué cette année et lors de l'exercice précédent comprend le remboursement planifié de prêts des autorités gouvernementales, de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement ainsi que le paiement final du billet. Les remboursements effectués lors du précédent exercice comprenaient également un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit, à la suite de la transaction de vente.

Conjointement avec la modification et l'augmentation de sa facilité de crédit, la Société a engagé des frais de financement de 0,7 million de dollars qui sont capitalisés au 31 mars 2014 et qui seront amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, la Société a émis 75 600 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$. La Société a également émis 33 436 actions ordinaires dans le cadre de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (le « régime d'achat d'actions »), pour une contrepartie totale en espèces de 277 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société avait émis 1 034 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie en espèces de 6 064 000 \$. La Société avait également émis 34 533 actions ordinaires dans le cadre de son régime d'achat d'actions durant l'exercice clos le 31 mars 2013 pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a procédé au versement d'une distribution spéciale aux actionnaires de 157,5 millions de dollars, comme il est expliqué précédemment. Le montant présenté dans les flux de trésorerie englobe également les frais de transaction de 0,2 million de dollars se rattachant à la distribution spéciale, déduction faite, de l'impôt sur le résultat.

Au 31 mars 2014, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice.

Régimes de retraite

La Société offre à certains employés des régimes de retraite à prestations définies. La Société a des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés. Au 31 mars, la situation de capitalisation de ces régimes s'établissait comme suit :

	2014	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Situation de capitalisation des régimes (déficit)	(3 062)	(8 810)	(8 061)

Au 31 mars 2014, le déficit de 3,1 millions de dollars des régimes de retraite exclut un montant de 3,6 millions de dollars pour des engagements liés à des régimes de retraite non agréés en faveur d'anciens dirigeants de Devtek Corporation, une société acquise en juin 2000 et dont le passif des régimes de retraite ne requiert pas d'être capitalisé. De fait, la capitalisation ne s'effectue qu'au moment du paiement des prestations au personnel retraité de la direction.

Au 31 mars 2014, l'hypothèse de taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des prestations définies des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés s'établissait à 4,4 %, comparativement à 4,3 % un an auparavant. La hausse du taux d'actualisation cette année, par rapport à l'exercice précédent, a eu pour effet de diminuer les obligations des régimes de retraite de 0,7 million de dollars cette année, tandis que les changements apportés aux hypothèses démographiques ont augmenté les obligations des régimes de retraite de 1,3 million de dollars cette année (se reporter à la Note 27 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2014, les cotisations devant être versées à l'ensemble des régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice 2015 s'élèvent à 2,9 millions de dollars, tandis que le montant total des exigences de capitalisation minimales pour les régimes de retraite à prestations définies agréés au cours des cinq prochaines années se chiffrait à 11,5 millions de dollars, ce qui représente environ de 2,0 millions de dollars à 2,8 millions de dollars par année.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 31 mars 2014, la Société comptait 31 620 482 actions ordinaires en circulation (31 511 446 au 31 mars 2013).

Au cours de l'exercice 2014, la Société a émis 75 600 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 3,94 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$. La Société a également émis 33 436 actions ordinaires en vertu de son

régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 8,28 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 277 000 \$.

Au cours de l'exercice 2013, la Société avait émis 1 034 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 5,86 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 6 064 000 \$. La Société avait également émis 34 533 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 8,63 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, la Société a octroyé 502 500 options sur actions à des dirigeants et des employés clés (aucune en 2013). Au 31 mars 2014, 686 001 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 5,9 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 9,39 \$ l'action - se reporter à la Note 24 des états financiers consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont chiffrées respectivement à 272 000 \$ et 128 000 \$ (374 000 \$ et 160 000 \$ en 2013) - se reporter à la Note 24 des états financiers consolidés.

Au 31 mars 2014, 1 674 781 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 240 785 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non-salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 31 mars 2014, 17 000 DPVA étaient encore en circulation (39 000 au 31 mars 2013), assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 1,72 \$ (2,78 \$ au 31 mars 2013) et devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2015 et 2016. Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, 22 000 DPVA ont été exercés à un prix d'exercice moyen de 3,60 \$ (85 700 DPVA à un prix moyen d'exercice de 5,84 \$ en 2013), et aucun DPVA n'a été annulé (5 800 en 2013).

Le régime d'UAD est offert aux administrateurs non-salariés de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs non-salariés de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'UAD permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours coté des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD. Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à

concurrence de 50 % de ses honoraires annuels de base d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an.

Au 31 mars 2014, 64 825 UAD étaient en vigueur (75 302 au 31 mars 2013). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, la Société a émis 17 565 UAD (45 674 en 2013) et 27 084 UAD ont été exercées (8 090 en 2013). Par ailleurs, 958 UAD ont été annulées cette année (aucune lors du précédent exercice).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, la charge au titre des DPVA s'est élevée à 81 000 \$ (494 000 en 2013), tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée à 371 000 \$ (369 000 \$ en 2013) - se reporter à la Note 24 des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 mars 2014 et le 31 mars 2013 :

Rubrique	31 mars 2014 (millions \$)	31 mars 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	APPH ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47,3	101,3	(54,0)	4,3	(58,3)	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés. Comme il a déjà été mentionné, la Société a utilisé 58,7 millions de dollars US (65,6 millions de dollars) pour l'acquisition de APPH.
Comptes clients	66,0	46,6	19,4	15,5	3,9	Reflète essentiellement l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en dollars US, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 3,0 millions de dollars).
Stocks	134,0	100,8	33,2	39,3	(6,1)	Reflète essentiellement une baisse des stocks attribuable à la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, déduction faite d'un accroissement des stocks lié à l'augmentation du carnet de commandes fermes dans le secteur commercial, en partie contrebalancée par l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des stocks des établissements américains (1,4 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actifs à court et à long terme)	0,6	3,2	(2,6)	—	(2,6)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et les taux de clôtures utilisés aux fins de conversion, aux deux dates du bilan.
Autres actifs à court terme	26,9	12,6	14,3	0,9	13,4	Reflète principalement l'augmentation des dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement de 12,6 millions de dollars en lien essentiellement avec le contrat du Boeing B-777.

⁽¹⁾ Reflète la répartition préliminaire du prix d'achat de APPH en date du 3 février 2014 (voir plus haut).

Rubrique	31 mars 2014 (millions \$)	31 mars 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	APPH ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Immobilisations corporelles, montant net	92,3	78,2	14,1	14,9	(0,8)	Reflète principalement la charge d'amortissement (12,3 millions de dollars) et la réduction de valeur d'immobilisations corporelles (0,2 million de dollars), en partie contrebalancées par les acquisitions (10,9 millions de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale) et l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des immobilisations corporelles des établissements américains (1,0 million de dollars).
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	59,1	26,5	32,6	25,5	7,1	Reflète essentiellement la hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme (7,8 millions de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale) et des coûts des logiciels (0,4 million de dollars), déduction faite de la charge d'amortissement (1,0 million de dollars).
Goodwill	84,4	19,2	65,2	64,7	0,5	Reflète principalement l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion du goodwill des établissements américains.
Comptes fournisseurs et charges à payer	57,6	44,3	13,3	12,5	0,8	Reflète principalement l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars US, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 1,7 million de dollars).
Provisions (à court et à long terme)	19,8	14,0	5,8	5,6	0,2	
Facturations progressives (à court et à long terme)	7,7	12,3	(4,6)	—	(4,6)	La réduction des facturations progressives reflète principalement une baisse du carnet de commandes pour certains programmes militaires.
Avances de clients	9,4	—	9,4	—	9,4	Reflète un paiement reçu d'un client en lien avec un contrat à long terme.

⁽¹⁾ Reflète la répartition préliminaire du prix d'achat de APPH en date du 3 février 2014 (voir plus haut).

Rubrique	31 mars 2014 (millions \$)	31 mars 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	APPH ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Impôts à payer	0,7	2,5	(1,8)	—	(1,8)	Diminution qui reflète essentiellement le versement d'impôt final effectué cette année relativement au solde à payer de l'exercice précédent.
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à court et à long terme)	7,3	2,6	4,7	—	4,7	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La hausse est attribuable essentiellement à un différentiel plus élevé entre les taux de conversion de clôture utilisés et les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme, aux deux dates des bilans.
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	148,9	63,0	85,9	—	85,9	Reflète le prélèvement d'un montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars) sur la facilité de crédit pour financer l'acquisition de APPH, de nouveaux prêts des autorités gouvernementales obtenus cette année en soutien aux investissements effectués dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (8,3 millions de dollars) et un nouveau contrat de location-financement pour de l'équipement (1,2 million de dollars). L'augmentation reflète également la désactualisation au titre des intérêts sur le montant plus élevé des prêts des autorités gouvernementales (1,7 million de dollars), l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars US (1,4 million de dollars) et l'amortissement de frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,4 million de dollars), déduction faite des remboursements planifiés de capital sur la dette à long terme (3,8 millions de dollars) et de la hausse des frais de financement différés à la suite de la prolongation de la facilité de crédit (0,7 million de dollars).

⁽¹⁾ Reflète la répartition préliminaire du prix d'achat de APPH en date du 3 février 2014 (voir plus haut).

Rubrique	31 mars 2014 (millions \$)	31 mars 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	APPH ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Passif d'impôt différé	8,6	12,4	(3,8)	—	(3,8)	Reflète principalement une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions d'audit fiscal (1,1 million de dollars) et une réduction de l'écart externe lié à une filiale (2,2 millions de dollars).
Autres passifs	10,0	13,0	(3,0)	3,3	(6,3)	Baisse résultant principalement des gains sur réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société (4,5 millions de dollars, comme il a déjà été expliqué plus haut), jumelés à des paiements planifiés effectués cette année.
Résultats non distribués	205,9	193,4	12,5	—	12,5	L'augmentation reflète le résultat net de la Société de 9,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2014, jumelé aux gains nets de 3,3 millions de dollars résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société comptabilisés au cours du présent exercice.

⁽¹⁾ Reflète la répartition préliminaire du prix d'achat de APPH en date du 3 février 2014 (voir plus haut).

En date du 31 mars 2014 et du 31 mars 2013, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	2014	2013
Ratio du fonds de roulement	2,71 : 1	3,59 : 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47,3 millions \$	101,3 millions \$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,60 : 1	0,27 : 1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,43 : 1	(0,17 : 1)

⁽¹⁾ : Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé des engagements contractuels de la Société, y compris les versements payables au cours de chacune des cinq années subséquentes et les suivantes au 31 mars 2014 :

Engagements contractuels (000 \$)	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales (incluant les frais d'intérêt effectifs accumulés)	60 376	1 879	7 178	10 701	40 618
Contrats de location-financement (incluant les frais d'intérêt)	5 507	2 004	2 465	649	389
Facilité de crédit	109 436	1 716	3 432	104 288 ⁽²⁾	—
Sous-total	175 319	5 599	13 075	115 638	41 007
Engagements d'acquisition d'immobilisations corporelles	42 203	36 557	5 646	—	—
Contrats de location simple – Bâtiments et installations	2 549	1 136	853	560	—
Total des engagements contractuels ⁽¹⁾	220 071	43 292	19 574	116 198	41 007

⁽¹⁾ Excluant les obligations au titre des régimes de retraites à prestations définies présentées dans une rubrique antérieure.

⁽²⁾ La facilité de crédit vient à échéance le 16 mars 2019.

Aide gouvernementale

Pour l'exercice 2014, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes et des frais de vente et d'administration, un montant de 3,2 millions de dollars (2,8 millions de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des immobilisations connexes ou coûts de développement capitalisés et logiciels, un montant de 4,3 millions de dollars (2,3 millions de dollars lors de l'exercice précédent) en aide gouvernementale pour les activités poursuivies, présentés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt, des subventions et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

Engagements contractuels, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités

Engagements contractuels

En date du 31 mars 2014, la Société était partie à des contrats de location d'une valeur totale de 2,5 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables au cours des cinq prochains exercices financiers. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 42,2 millions de dollars, dont un montant de 38,5 millions de dollars est lié au contrat du Boeing B-777 (se référer à la Note 28 des états financiers consolidés).

Instruments dérivés, postes hors bilan

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Au 31 mars 2013, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 127,4 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0628 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'avril 2014 et le mois de mars 2017, mais principalement au cours des deux prochains exercices (se reporter à la Note 34 des états financiers consolidés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 123,5 millions de dollars US en date du 31 mars 2013, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0325.

Au 31 mars 2013, la Société avait conclu une entente de swap de taux d'intérêt, pour un montant nominal total de 10 millions de dollars US. L'entente fixait le TIOL américain à 2,04 % pour un montant de 10 millions de dollars US et viendra à échéance en décembre 2015.

En 2014, la Société a conclu deux ententes de swap de taux d'intérêt additionnelles pour un montant nominal total de 15 millions de dollars US dans le but de couvrir une partie des flux de trésorerie pour le paiement des intérêts variables sur le montant de 69,3 millions de dollars US prélevé sur la facilité de crédit durant l'exercice 2014. Ces ententes de swap de taux d'intérêt fixent le TIOL américain jusqu'à leur échéance en décembre 2018 à 1,65 % pour la première tranche de 5 millions de dollars US à compter du mois de mars 2014, et à 2,38 % pour la seconde tranche de 10 millions de dollars US à compter du mois de décembre 2015.

Les taux des swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle applicable (se reporter à la Note 22 des états financiers consolidés). Les flux de trésorerie liés aux contrats swaps de taux d'intérêt devraient être générés au cours des mêmes périodes, où ils devraient avoir une incidence sur le résultat net.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs

filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011 et en février 2014, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 mars 2014.

Éventualités

Le 5 février 2014, Goodrich Corporation, membre du groupe UTC Aerospace Systems (« UTAS »), a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de la Société auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale quant à une allégation de violation d'un engagement de non-concurrence prévu dans une entente intervenue entre Goodrich Corporation et Devtek Aerospace Inc. relativement à la fabrication de pistons. La date de l'arbitrage n'a pas encore été établie.

La Société est en désaccord avec la position de Goodrich Corporation et croit agir en conformité avec ses ententes. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée au 31 mars 2014. Bien que la Société ne puisse prédire l'issue de ce processus d'arbitrage, elle a l'intention de défendre sa position dans cette affaire et dispose de motifs solides et sérieux pour ce faire dans le cadre du processus d'arbitrage.

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et à d'autres procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats opérationnels de la Société.

Principales estimations et hypothèses comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation de passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des estimations et a formulé des hypothèses. Les principales estimations et hypothèses relatives à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient entraîner des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentées ci-dessous :

Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables

d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux entrées de trésorerie futures attendues et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 18 des états financiers consolidés.

Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 27 des états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3 des états financiers consolidés. La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser et à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats.

Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes ci-dessous, conformément aux modifications requises par l'International Accounting Standard Board. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence importante sur les chiffres comparatifs des périodes précédentes.

IAS 1, *Présentation des états financiers*

L'IAS 1 modifiée, *Présentation des états financiers*, a été adoptée de façon rétrospective à compter du 1^{er} avril 2013. Le changement principal découlant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de présenter séparément les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés en résultat net et les autres éléments du résultat global qui ne le seront pas, à l'état du résultat global consolidé.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, a été adoptée de façon rétrospective à compter du 1^{er} avril 2013. Il s'agit d'une nouvelle norme complète qui établit un nouveau cadre pour l'évaluation à la juste valeur et qui fournit des indications sur les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur.

IAS 19, *Avantages du personnel*

L'IAS 19 modifiée, *Avantages du personnel*, a été adoptée de façon rétrospective à compter du 1^{er} avril 2013. Entre autres changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût du financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi au passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes). En outre, le coût financier net est désormais présenté dans les frais financiers. De plus, les modifications de l'IAS 19 établissent de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées en raison de leur participation à ces régimes. Les modifications de méthodes comptables ont été comptabilisées de façon rétrospective conformément aux règles de transition de l'IAS 19 modifiée.

L'incidence de l'adoption de l'IAS 19 modifiée, *Avantages du personnel*, sur l'état des résultats consolidé et l'état du résultat global consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2013 se présente comme suit :

	(000 \$)
● Diminution du coût des ventes	(71)
● Augmentation des frais de vente et d'administration	128
● Augmentation des frais financiers	508
● Diminution de l'impôt sur le résultat	(152)
● Diminution du résultat net découlant des activités poursuivies et du résultat net	(413)
● Diminution des pertes résultant de la réévaluation, déduction faite de l'impôt sur le résultat	413
● Augmentation des autres éléments du résultat global découlant des activités poursuivies et autres éléments du résultat global	413

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation dans l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme prévoit aussi un nouveau modèle de comptabilité de couverture mieux harmonisé avec les activités de gestion des risques entreprises par la Société. La date d'entrée en vigueur de ces modifications sera déterminée par l'IASB lorsque le projet global de l'IFRS 9 tirera presque à sa fin. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces modifications.

IFRIC 21, *Droits ou taxes*

L'IFRIC 21 précise le moment de la comptabilisation d'un passif au titre d'une sortie de ressources imposée par une autorité publique conformément à la législation, en fonction des activités qui entraînent ce paiement. Les droits ou taxes s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2014. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces modifications.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents annuels visés par les règlements d'information continue.

Au 31 mars 2014, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2014, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS.

L'évaluation et la conclusion de la direction concernant la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière n'incluent pas les contrôles, politiques et procédures de APPH qui a été acquise huit semaines avant la clôture de l'exercice financier de la Société. Les résultats générés par APPH depuis la date d'acquisition sont inclus dans les états financiers consolidés de Héroux-Devtek au 31 mars 2014, et représentaient environ 33 % du total de l'actif de la Société au 31 mars 2014, et environ 5 % de ses revenus pour l'exercice qui a pris fin à cette même date. Veuillez consulter la Note 5 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements sur l'acquisition.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux faisant l'objet d'une description ci-après.

Dépendance envers des clients importants

La Société s'expose à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Les six plus importants clients de la Société représentent environ 65 % de ses ventes. La perte d'une commande quelconque ou encore un délai imposé par l'un de ces clients pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société. Lorsque cela est possible, la Société réduit la portée de ce risque en concluant davantage de contrats de vente à long terme avec ses principaux clients.

Disponibilité et prix des matières premières

Les principales matières premières achetées par la Société sont l'acier, l'aluminium et le titane. La Société n'a pratiquement aucun contrôle sur la disponibilité et le prix de ces diverses matières premières. La difficulté à obtenir des matières premières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre d'ailleurs que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités de la Société et sa situation financière.

La Société atténue ces risques en incluant diverses clauses dans ses contrats de vente importants à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Par ailleurs, la Société négocie également des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières et surveille sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de recevoir ses produits de base en temps opportun.

Risques opérationnels

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques opérationnels, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs clés, les garanties relatives au rendement des produits, particulièrement pour les produits exclusifs et les contrats de vente d'envergure, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et les systèmes d'information, lesquels

représentent tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

À la lumière des risques opérationnels susmentionnés, la Société a instauré diverses stratégies et mesures de contrôle visant à réduire leur incidence sur son exploitation. Celles-ci comprennent :

- Des processus visant à garantir le déroulement approprié des approbations de soumissions, de la planification et de la réalisation de projets, et l'application de normes de qualité à toutes les étapes de la conception d'un nouveau produit, des réalisations d'après dessin et des travaux d'assemblage, de réparation et d'entretien. Ceci inclut l'évaluation de la capacité de la Société à atteindre ses objectifs en matière de ventes (contrats à prix fermes, clauses d'indexation, etc.) et de coût des produits de même qu'à conclure des ententes à long terme avec ses principaux fournisseurs et à instaurer des processus de soumissions concurrentielles.
- Des mesures appropriées de gestion des flux de trésorerie en ayant recours aux avances de clients, dans certains cas, et aux opérations de couverture de change.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes aux secteurs commercial et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait contribuer à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique

L'incertitude persiste quant à l'impact qu'auront dans le futur la menace d'activités terroristes et les conflits en cours, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine, sur le secteur de l'aérospatiale commerciale. Ces enjeux ont habituellement une incidence négative sur le trafic aérien commercial et un impact positif sur les dépenses militaires.

Conjoncture économique

Une conjoncture économique défavorable est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société. À titre d'exemple, l'industrie de l'aérospatiale civile des gros porteurs a été confrontée dans les années passées à de nombreuses incertitudes, plus particulièrement du côté du marché des avions de 100 places et plus. Par ailleurs, le marché des jets d'affaires est étroitement lié à la conjoncture économique. L'évolution de ces secteurs pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. Bien que l'on assiste à un retour progressif de la croissance à long terme, ces secteurs conserveront leur caractère cyclique. De plus, le ralentissement des activités de fabrication causé par une conjoncture économique défavorable pourrait se traduire en des coûts importants pour la Société au chapitre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

Dépenses d'ordre militaire

L'incertitude persiste dans le marché de l'aérospatiale militaire, alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Les dépenses militaires sont approuvées par les instances

gouvernementales sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. En dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire, et l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, la Société est touchée par les mesures d'austérité, en particulier dans le marché militaire aux États-Unis. Cependant, la diversité de ses produits et services devrait atténuer cet impact.

Fluctuations des devises

La Société s'expose à des risques liés aux fluctuations des devises du fait qu'elle poursuit certaines de ses activités au Canada en devises étrangères en plus de réaliser des affaires aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport au dollar américain ou à la livre sterling anglaise, pourraient accroître la volatilité des résultats de la Société. Dans le but d'atténuer ces risques de change et de se protéger, la Société a recours à des instruments financiers dérivés.

La politique de couverture du risque de change de la Société exige d'elle qu'elle réduise son exposition aux devises étrangères, essentiellement le dollar américain, résultant de ses activités canadiennes ou européennes.

La politique de couverture exige la couverture de 50 à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises étrangères identifiée, essentiellement pour les deux exercices financiers à venir, des entrées de fonds anticipées découlant de ventes libellées en devise américaine, réalisées par ses établissements canadiens ou européens et en lien avec des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds anticipées, en dollars US, liées principalement à l'achat de matières premières et certains autres coûts de matériaux. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices financiers sur une base très réduite, les entrées/déboursés nets de fonds anticipés, d'une nature similaire à ceux susmentionnés, en lien avec certains contrats de vente spécifiques à long terme.

Situation de trésorerie et accès à des sources de financement

La Société a continuellement recours aux marchés financiers pour financer ses activités. Pour subvenir à ses besoins financiers, la Société fait usage de titres de créance à long terme et à court terme et puise à même les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Tout facteur susceptible d'entraver la capacité de la Société d'accéder aux marchés financiers, notamment les fluctuations importantes des taux d'intérêt sur le marché, les changements de la conjoncture économique ou encore la perception qu'entretiennent les investisseurs à l'égard de la situation financière ou des perspectives de croissance de la Société, pourrait porter préjudice à la situation financière et aux résultats opérationnels de la Société.

Clauses restrictives

Les actes de fiducie régissant certaines créances de la Société, et plus particulièrement sa facilité de crédit, renferment des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la capacité qu'a celle-ci de :

- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif;
- contracter des titres de dette assortis d'une garantie;
- s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation;

- s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.

La société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit, lesquelles doivent être respectées tous les trimestres. Ceci inclut des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du BAIIA sur le service de la dette et un ratio maximum de la dette nette sur le BAIIA, tous calculés sur une base consolidée. Ces expressions et ratios sont définis dans la facilité de crédit et ne correspondent pas nécessairement aux indicateurs financiers de la Société ni aux expressions utilisées dans le présent rapport de gestion.

En outre, la Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de certains contrats de location-financement et de prêts des autorités gouvernementales. Ceux-ci comportent des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du fonds de roulement et un ratio maximum de la dette à long terme sur les capitaux propres sur la base du bilan consolidé de la Société, de même que des niveaux minimums de capitaux propres pour certaines filiales de la Société.

Ces restrictions pourraient entraver la capacité qu'a la Société de financer ses activités futures ou ses besoins en capitaux, ou de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.

Fluctuation des taux d'intérêt

La rentabilité de la Société pourrait subir les contrecoups du niveau et des fluctuations des taux d'intérêt. Dans le cadre de son programme de gestion de l'actif et du passif, la Société a recours aux produits dérivés, lorsqu'approprié, pour atténuer ou réduire globalement ses risques financiers.

Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société a mis en place une politique de placement à court terme qui dicte le niveau et le type de placements qu'elle devrait chercher à effectuer. La Société maintient également un bon équilibre entre les taux fixes et variables dans son portefeuille de financement.

Environnement commercial externe

La Société fait face à un certain nombre de facteurs de risque externes, plus particulièrement la conjoncture économique, les politiques gouvernementales, les changements de priorités des instances gouvernementales et la possibilité que les gouvernements sabrent leurs dépenses.

Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie

Complexes et perfectionnés, les produits fabriqués par la Société pourraient présenter des défauts difficiles à détecter et à corriger. Des imperfections pourraient être constatées dans les produits de la Société après leur livraison aux clients. Le cas échéant, la Société pourrait ne pas être en mesure de corriger ces irrégularités. L'apparition d'erreurs et de défauts dans les produits de la Société pourrait donner lieu à des réclamations au titre de la garantie ou encore mener à la perte de clients. Les réclamations, les erreurs ou les défauts sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les résultats opérationnels et les activités de la Société. En outre, en raison de la nature des activités de la Société, celle-ci pourrait être visée par des réclamations en responsabilité à l'égard de produits de sa propre fabrication ou encore de produits à l'égard desquels elle fournit des services. La société ne peut obtenir la certitude que sa couverture

d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs réclamations d'importance. Qui plus est, nul ne peut garantir que la société sera en mesure d'obtenir une couverture d'assurance d'une teneur et d'un prix satisfaisants dans le futur. Se référer à la rubrique intitulée « Risques opérationnels » apparaissant plus haut.

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des amendements à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. Cette dernière surveille ces risques au moyen de politiques et de systèmes de gestion de l'environnement.

Conventions collectives

La Société est partie à certaines conventions collectives échéant à divers moments dans le futur. Dans la mesure où la Société ne parvenait pas à reconduire ces conventions ou tout autre accord lorsqu'il y aurait lieu de le faire, il pourrait en résulter des arrêts et des interruptions de travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société.

En avril 2014 et en décembre 2013, la Société a renouvelé, respectivement, ses conventions collectives avec les employés de son usine de trains d'atterrissage de Longueuil pour une période de trois ans et avec ceux de son usine de trains d'atterrissage de Laval, pour une période de cinq ans.

Main-d'œuvre qualifiée

La capacité de Héroux-Devtek d'atteindre ses objectifs dans l'avenir dépend, en partie, de son habileté à attirer et à retenir à son service les travailleurs qualifiés nécessaires à la poursuite de ses activités. Il est anticipé que le marché des travailleurs spécialisés de l'industrie de l'aérospatiale demeurera fortement concurrentiel dans le futur. L'incapacité de la Société à attirer et à retenir à son service des travailleurs qualifiés, plus particulièrement des ingénieurs, des machinistes et des programmeurs, pourrait avoir une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

La réponse de la Société face à ce risque consiste à développer à l'interne les compétences de ses ressources humaines, à retenir les employés qualifiés qu'elle compte déjà dans ses rangs et à attirer les meilleurs talents qui soient en entretenant une culture organisationnelle forte.

Obligations au titre des régimes de retraite

Les cycles économiques ont des répercussions négatives sur le financement des régimes de retraite à prestations définies de la Société et des dépenses connexes. Rien ne garantit que les dépenses et les contributions nécessaires au financement de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans l'avenir et, par conséquent, qu'elles n'aient pas de répercussions négatives sur les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. Les risques associés au financement des régimes à prestations définies pourraient se matérialiser dans l'éventualité où les obligations totales aux termes d'un régime de retraite surpasseraient la valeur totale de ses fonds en fiducie. Des rendements moins élevés que prévus sur les placements, des

changements au taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite ou encore des pertes actuarielles peuvent engendrer des manques à gagner. Ce risque est atténué par les politiques et procédures instituées par la Société et son comité des régimes de retraite pour surveiller les risques liés aux placements et le financement des régimes de retraite.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(000 \$, sauf les données par action)	PREMIER DEUXIÈME TROISIÈME QUATRIÈME TOTAL TRIMESTRE TRIMESTRE TRIMESTRE TRIMESTRE				
<i>Pour l'exercice clos le 31 mars 2014</i>					
Ventes découlant des activités poursuivies	272 034	62 972	56 402	61 448	91 212
BAIIA découlant des activités poursuivies	28 899	7 747	6 254	7 170	7 728
BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	35 800	7 747	6 518	8 286	13 249
Résultat net découlant des activités poursuivies	9 236	2 814	2 584	2 608	1 230
Résultat net ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	15 258	2 814	2 794	3 697	5 953
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base et dilué	0,29	0,09	0,08	0,08	0,04
Bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies (\$) – de base et dilué ⁽²⁾	0,48	0,09	0,08	0,12	0,19
<i>Pour l'exercice clos le 31 mars 2013</i>					
Ventes découlant des activités poursuivies	257 022	63 780	57 684	61 742	73 816
BAIIA découlant des activités poursuivies ⁽¹⁾	32 963	8 271	6 989	7 672	10 031
Résultat net découlant des activités poursuivies ⁽¹⁾	13 406	2 946	2 645	3 216	4 599
Résultat net découlant des activités abandonnées	118 226	3 258	110 000	1 289	3 679
Résultat net ⁽¹⁾	131 632	6 204	112 645	4 505	8 278
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base et dilué ⁽¹⁾	0,43	0,10	0,09	0,10	0,15
Bénéfice par action (\$) – de base ⁽¹⁾	4,25	0,20	3,68	0,14	0,26
Bénéfice par action (\$) – dilué ⁽¹⁾	4,23	0,20	3,64	0,14	0,26

(1) Retraité. Se reporter à la Note 3 des états financiers consolidés.

(2) Se reporter aux mesures non conformes aux IFRS plus haut.

Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2014

Les ventes consolidées ont progressé de 17,4 millions de dollars, soit 23,6 %, alors qu'elles s'étaient établies à 73,8 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut les ventes de 14,7 millions de dollars générées par APPH depuis son acquisition, les ventes consolidées ont augmenté de 2,7 millions de dollars, ou 3,7 %, en raison essentiellement des fluctuations des devises qui ont eu pour effet d'accroître les ventes de 2,4 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent.

Les ventes de produits militaires ont augmenté de 11,6 millions de dollars, soit 28,0 %, pour atteindre 53,2 millions de dollars, comparativement à 41,6 millions de dollars douze mois plus

tôt. Si l'on exclut l'apport de APPH, les ventes de produits militaires ont progressé de 3,8 millions de dollars, ou 9,2 %, pour s'établir à 45,4 millions de dollars. L'augmentation des ventes de produits militaires est attribuable à une hausse de la demande pour les pièces de rechange, principalement pour les programmes du P-3 et du C-130, de pair avec l'incidence favorable des fluctuations des devises.

Les ventes dans le secteur commercial ont atteint 5,8 millions de dollars, en hausse de 17,9 %, par rapport à celles de 32,2 millions de dollars réalisées un an plus tôt. Si l'on exclut l'apport de APPH, les ventes dans le secteur commercial ont reculé de 1,1 million de dollars, ou 3,5 %, pour s'établir à 31,1 millions de dollars. L'augmentation observée dans les programmes de gros porteurs commerciaux, qui résulte essentiellement de l'obtention d'un nouveau mandat portant sur des actionneurs dans le cadre du programme du B-777, a été contrebalancée par un recul des ventes dans le marché des jets régionaux combiné à une baisse des ventes liées au programme du CL-415 de Bombardier sur le marché secondaire.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, la marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 16,9 %, en hausse de 0,6 %, par rapport à 16,3 % l'an dernier. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, la marge brute réalisée cette année et exprimée en pourcentage des ventes se serait établie à 17,1 %, soit 0,8 % de plus que lors du précédent exercice, malgré un impact défavorable de 0,3 % résultant des fluctuations des devises américaine et canadienne. Cette hausse de la marge brute exprimée en pourcentage des ventes reflète une composition plus avantageuse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire et une baisse des coûts liés à la non-qualité, en partie contrebalancées par une sous-imputation plus importante de certains coûts de fabrication à l'usine de Longueuil attribuable à un ralentissement des activités de réparation et d'entretien dans le secteur militaire.

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 5,8 millions de dollars, ou 6,3 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 6,8 millions de dollars, ou 9,2 % des ventes, lors du précédent exercice. Si l'on exclut les frais liés à l'acquisition de 3,6 millions de dollars engagés au quatrième trimestre du présent exercice et les résultats de APPH depuis la date de son acquisition, le résultat opérationnel consolidé se serait établi à 7,6 millions de dollars, soit 10,0 % des ventes, en raison essentiellement de l'augmentation de la marge brute expliquée plus haut.

La Société a enregistré un résultat net de 1,2 million de dollars, déduction faite des frais de restructuration de 1,4 million de dollars et des frais liés à l'acquisition de 3,3 millions de dollars, après impôts. Lors du précédent exercice, le résultat net découlant des activités poursuivies pour le trimestre clos le 31 mars 2013, s'était chiffré à 4,6 millions de dollars et le résultat net découlant des activités abandonnées s'était établi à 3,7 millions de dollars.

Les flux de trésorerie générés par les activités poursuivies ont baissé cette année pour se chiffrer à 4,4 millions de dollars, comparativement à 9,0 millions de dollars au quatrième trimestre du précédent exercice, en raison essentiellement des frais de transaction connexes de 3,3 millions de dollars engagés cette année dans le cadre de l'acquisition de APPH. La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies a représenté une entrée de fonds de 15,3 millions de dollars, comparativement à une sortie de fonds de 0,3 million de dollars au quatrième trimestre de l'exercice précédent. L'entrée de fonds de ce trimestre résulte essentiellement d'une augmentation des avances de clients (9,4 millions de dollars) qui reflète un paiement reçu d'un client en lien avec un contrat à long terme, conjuguée à une baisse des stocks (8,2 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres

et autres passifs (6,4 millions de dollars), en partie contrebalancées par une augmentation des comptes clients (11,6 millions de dollars), comparativement au trimestre clos le 31 décembre 2013. Ces variations résultent de l'accroissement du volume des ventes au quatrième trimestre, comparativement au troisième trimestre.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent dans l'ensemble favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 5,8 % au cours de l'année civile 2014, après une progression de 5,3 % durant l'année civile 2013, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 4,0 % au cours de l'année civile 2014, après avoir enregistré une modeste progression de 1,4 % durant l'année civile 2013⁹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations des cadences prévues de production de plusieurs programmes d'envergure pour les années civiles 2014 à 2017, bien que la production du B-747 diminuera jusqu'à la fin de l'année civile 2015¹⁰. Les carnets de commandes des deux avionneurs demeurent bien remplis et représentent environ huit années de production aux cadences actuelles.

Dans le marché des jets d'affaires, les livraisons ont légèrement augmenté durant l'année civile 2013 et ont atteint 678 appareils. En outre, certains signes positifs semblent indiquer que les conditions de marché continuent de s'améliorer. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 2,3 % aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a reculé de 0,9 % sur douze mois. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement, une période où l'on prévoit l'entrée en service de plusieurs modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage.¹¹

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire devraient demeurer difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le budget demandé par le département de la Défense pour le financement de ses activités de base pour l'exercice financier 2015 s'élève à 495,6 millions de dollars US, soit un niveau comparable au financement de 496,0 millions de dollars US adopté pour l'exercice 2014. Bien que les coupes budgétaires imposées par le Congrès (*Sequestration*) aient été éliminées pour l'exercice financier 2015 du gouvernement américain, les demandes de financement en cours au-delà de cet horizon surpassent les limites budgétaires établies, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la Société au cours de ses prochains exercices financiers. Cependant, l'acquisition de APPH réduit l'exposition relative de la Société au marché militaire américain de sorte que son portefeuille plus diversifié géographiquement dans le secteur militaire et constitué principalement de programmes d'envergure, jumelé à l'équilibre que la Société maintient entre la fabrication de nouveaux

⁹ Source : IATA, Prévisions financières de l'industrie, mars 2014

¹⁰ Sources : Communiqués de presse d'Airbus du 24 février 2014 et du 4 avril 2013. Communiqués de presse de Boeing du 20 mars 2014, 24 janvier 2014, 31 octobre 2013, 18 octobre 2013 et 9 mai 2013.

¹¹ Sources: JETNET, FAA, Teal Group.

composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devraient atténuer ces éventuelles répercussions.

Le bilan de la Société demeure solide avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 47,3 millions de dollars au 31 mars 2014. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 75 millions de dollars pour l'exercice 2015, y compris des investissements initiaux d'environ 58 millions de dollars liés au contrat portant sur la fourniture des trains d'atterrissage du Boeing 777.

Au 31 mars 2014, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 456 millions de dollars, y compris 93 millions de dollars provenant de APPH, en hausse comparativement à 361 millions de dollars à la clôture du précédent exercice. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

Pour l'exercice en cours qui prendra fin le 31 mars 2015, Héroux-Devtek profitera de l'apport de APPH pendant un exercice complet, tandis que sur une base comparable, les ventes devraient demeurer relativement stables par rapport à l'exercice qui vient de prendre fin. Du fait que les forces motrices de ses principaux marchés ne devraient pas évoluer de manière importante, la Société prévoit que la croissance interne de ses ventes dans le marché de l'aérospatiale commerciale sera contrebalancée par un recul des ventes comparables dans le marché de l'aérospatiale militaire. Sur un horizon à long terme, la performance de Héroux-Devtek sera stimulée par la contribution initiale et la croissance subséquente de ses activités opérationnelles en Europe, le démarrage du contrat du Boeing 777, l'accélération de ses programmes de conception de trains d'atterrissage, l'augmentation prévue des cadences de production des grands avions, une reprise soutenue dans le marché des jets d'affaires et des conditions stables dans le secteur militaire au-delà de l'exercice 2015.

Grâce à ces facteurs clés de croissance, la Société croit pouvoir réaliser des ventes d'environ 500 millions de dollars d'ici cinq ans, en supposant qu'aucune autre acquisition ne soit réalisée et que les taux de change entre le dollar canadien, le dollar américain et la livre sterling anglaise demeurent stables, et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit le 27 mai 2014 et par le conseil d'administration le 28 mai 2014. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.